

SHERBROOKE, MARDI 13 JUIN 1989

Le trésorier du Parti libéral est intervenu personnellement

... auprès de la Commission de protection des terres agricoles au sujet du dézonage à Laval

par Suzanne DANSEREAU

QUEBEC (PC) — Le trésorier du Parti libéral du Québec Tommy D'Errico est personnellement intervenu auprès du président de la Commission de protection des terres agricoles au sujet du dézonage agricole à Laval, a révélé hier en Chambre le ministre de l'Agriculture Michel Pagé.

M. Pagé répondait aux questions du critique de l'Opposition Jacques Brassard. Ce dernier voulait savoir si M. D'Errico était intervenu, soit auprès de la CPTA, auprès du cabinet de M. Pagé ou du Conseil des ministres, pour faire dézoner certains terrains qu'il possède à Laval. Il voulait également savoir qui avait proposé le dézonage des terres de M. D'Errico.

Contre toute attente, le ministre a répondu qu'en effet, M. D'Errico était intervenu auprès du président de la CPTA. M. Pagé

jure cependant qu'il ne s'agit pas là de "pressions".

"Il (D'Errico) est intervenu non pas pour faire des pressions, mais pour savoir quelles étaient les procédures à suivre en référence à la loi... pour être certain qu'il n'ait pas plus que tout autre citoyen, mais pas moins non plus" a déclaré M. Pagé.

Le ministre n'a cependant voulu dire clairement qui, de l'UPA, la MRC de Laval ou de la CPTA, avait proposé le dézonage des terres de M. D'Errico.

Un rapport déposé hier en

Chambre par M. Pagé indique que le dézonage a été proposé par la CPTA suite à des consultations avec la MRC et l'UPA.

La démarche effectuée par le trésorier du Parti libéral date de l'été 1987, a confirmé le président de la CPTA, M. Pierre Luc Blain. Elle aurait été faite lors d'une rencontre entre les deux hommes.

Pour l'Opposition péquiste, il est clair que l'intervention de M. D'Errico signifie des pressions. Quand une personne veut simplement obtenir des informations techniques, elle ne les demande pas au président de l'organisme, a fait valoir hier M. Brassard.

Projet de loi

D'autre part, le ministre Pagé a annoncé hier son intention de soumettre demain, au Conseil des ministres, un projet de loi visant à modifier le rôle de la Commission de protection des terres agricoles, de façon à la rendre plus responsable des décisions prises dans le dézonage.

Le projet de loi, a-t-il expliqué hier en Chambre et à sa sortie de la Chambre, conférerait un rôle quasi-judiciaire à la CPTA, qui est actuellement un organisme

administratif. Il créerait une Chambre de commissaires nommés sur une base ad hoc pour négocier les terrains faisant l'objet de modifications de zonage. Ces commissaires ne seraient pas les mêmes personnes que celles qui sont chargées d'entendre les représentations des propriétaires fonciers sur le dézonage.

Le ministre songe même à soustraire tout décret proposé par l'organisme de l'autorité du Conseil des ministres.

Il souhaite dépolitiser le dossier. Il estime que la position du ministre de l'Agriculture est intenable: il a à approuver des décrets dont on peut l'accuser de favoriser telle ou telle personne possédant des terres zonées agricoles.

Le PQ, pour sa part, est sceptique devant cette suggestion qu'il étudiera au cours des prochains jours. De toutes façons, disait-on hier au cabinet du chef du PQ, il importe avant tout de régler le cas du président de la CPTA, M. Blain, dont le mandat est échu depuis janvier, a-t-on dévoilé hier, et qui sollicite apparemment la présidence du tribunal d'appel de la CPTA.



(Laserphoto PC)

Même si M. Tommy D'Errico est intervenu auprès du président de la CPTA, le ministre Michel Pagé jure cependant qu'il ne s'agit pas là de «pressions».

Le fils D'Errico somme Brassard «d'avoir le courage» de répéter ses accusations à l'extérieur du parlement

par Mario GILBERT

MONTREAL (PC) — Mario D'Errico, accusé par l'opposition péquiste de malversations dans des transactions immobilières à Laval, a demandé hier au député péquiste Jacques Brassard de s'excuser, et l'a sommé «d'avoir le courage» de formuler ses accusations à l'extérieur de l'Assemblée nationale, où il ne jouirait plus de l'immunité parlementaire.

M. D'Errico et son père Tommy, trésorier du Parti libéral du Québec, ont essuyé une vague d'accusations depuis une dizaine de jours, tant à l'Assemblée nationale que dans les médias. On leur reproche d'avoir acheté des terrains zonés "agricoles", à Laval — les lots P-542 et 543 — pour ensuite obtenir un dézonage de la Commission de protection du territoire agricole du Québec (CPTAQ).

L'opposition soupçonne les D'Errico d'avoir bénéficié d'informations privilégiées avant les transactions ou d'avoir mis tout leur poids "libéral" auprès de la commission responsable du zonage. Depuis, le premier ministre Bourassa a décrété un moratoire temporaire sur ce dézonage, avant que toute la lumière ne soit faite dans cette affaire.

M. D'Errico a donc ressenti le besoin de convoquer la presse, hier, pour présenter le scénario des transactions effectuées par sa compagnie, un scénario tout à fait conforme, a-t-il dit, aux lois et procédures normales.

Flanqué de son avocat et de relationnistes, M. D'Errico fils — son père effectue un voyage en Italie — a présenté, "en défense", copies des offres d'achat des cinq terrains incriminés, tous datés d'avril et mai 1987. Ces offres d'achat étaient conditionnelles à des études de sol, pour évaluer la possibilité d'exploiter ces terrains comme carrière. Les ventes finales ont été effectuées, après analyse concluante des sols, entre août et octobre 1987.

0,23 \$ le pied carré

L'entreprise des D'Errico, la compagnie de pavage d'asphalte Beaver, a donc acheté les cinq terrains, d'une superficie totale de plus de 5 millions de pieds carrés,

pour la somme totale de \$1.168 million, soit une moyenne d'environ \$0,23 du pied carré.

M. D'Errico a aussi présenté, hier, une copie de la demande d'autorisation adressée à la CPTAQ pour l'utilisation non-agricole des lots P-542 et 543. Il a aussi déposé "en preuve" une lettre adressée au conseil municipal de Laval, lui demandant d'adopter une résolution qui autoriserait Beaver à exploiter une carrière sur les sites visés. La municipalité aurait accepté d'émettre le permis, compte tenu du caractère morcelé du site et de sa vocation bien établie de carrière. L'Union des producteurs agricoles aurait aussi donné son aval au projet de Beaver.

Mais pourquoi avoir dépensé près de \$1,2 million avant même de connaître la décision finale de la CPTAQ? "Ce sont les risques du métier", répond M. D'Errico. "Quand on est en affaires, on prend ce genre de risques."

Selon M. D'Errico, les études de sol, effectuées par le Laboratoire Ville-Marie, confirment hors de tout doute la vocation avouée du site.

Attaques injustifiées

Pour M. D'Errico, les attaques du député Brassard sont "tout à fait injustes et injustifiées". "Je le somme d'avoir le courage de répéter toutes ces insinuations et toutes ces attaques à l'extérieur de l'Assemblée nationale, sans l'immunité parlementaire, un privilège qui lui permet de se livrer à des opérations de salissage sans que nous ne disposions de recours judiciaires contre lui."

M. D'Errico demande officiellement au député Jacques Brassard, qui a mené campagne tambour battant contre lui à l'Assemblée nationale, de retirer ses insinuations et de s'excuser publiquement. "Jamais, et je l'affirme catégoriquement, des membres de la famille D'Errico (...) n'ont posé des gestes qui puissent être assimilés à quelque forme de spéculation que ce soit sur ces terrains de Laval."

"Comment voulez-vous que je fasse de la spéculation, je ne veux même pas vendre", a-t-il lancé, un peu exaspéré par toute cette affaire.

Rivière Churchill: le Québec et Terre-Neuve encore bien loin d'une entente

SAINT-JEAN, T.-N. (PC) — Le Québec et Terre-Neuve ne sont pas du tout sur le point de conclure une entente de plusieurs milliards de dollars afin de développer conjointement les ressources hydroélectriques du Labrador, a déclaré hier le premier ministre de Terre-Neuve, M. Clyde Wells.

M. Wells a précisé qu'aucune discussion à ce sujet n'avait été tenue depuis six mois, mais qu'une rencontre était prévue avec Robert Bourassa afin de relancer les négociations.

Le nouveau premier ministre libéral de Terre-Neuve, en poste depuis presque deux mois, répliquait ainsi aux insinuations de certains médias d'information voulant qu'un accord entre les deux provinces pour le développement de la rivière Churchill soit imminent.

"Toute insinuation voulant que nous soyons sur le point de nous entendre est totalement dénuée de fondement", a déclaré le premier ministre terre-neuvien.

M. Wells a de plus nié que M. Bourassa lui ait promis une entente sur l'énergie à condition que Terre-Neuve assouplisse sa position sur la question du lac Meech. M. Wells a déjà menacé de retirer l'appui de Terre-Neuve à l'entente constitutionnelle si certains amendements n'y étaient pas apportés.

"Je ne suis pas prêt à troquer



Le premier ministre Clyde Wells

des principes constitutionnels contre des kilowatts d'énergie, ni quoi que ce soit d'autre", a-t-il fermement déclaré.

La province de Terre-Neuve attend une réponse du Québec sur les propositions faites il y a six mois au cours des négociations sur le développement hydroélectrique.



Avec du neuf à neuf, neuf!

Nos Pontiac Grand Prix, Oldsmobile Cutlass Supreme, Buick Regal, Pontiac Bonneville, Oldsmobile 88 et Buick LeSabre brillent comme des sous neufs. Profitez-en et repartez en neuf!

9,9%*

En vigueur du 12 au 29 juin 1989

Pas de montant limite!

Vous pouvez aussi économiser avec Location Plus^{MC} pour la location au détail! Pour en savoir davantage sur les tarifs de Location Plus^{MC} en vigueur, voyez votre concessionnaire GM.

Taux de crédit fixe durant 48 mois

LES CONCESSIONNAIRES  DU QUÉBEC

*Le taux de crédit de 9,9% est applicable à tous les modèles neufs 1989 et des années précédentes des Regal, Grand Prix, Cutlass Supreme (modèles "W" à traction avant seulement), Bonneville, LeSabre et Oldsmobile 88 achetés à partir du stock du concessionnaire et ce, à compter du 12 juin 1989 jusqu'à la fermeture des bureaux le 29 juin 1989. L'offre est en vigueur pour les achats au détail seulement. Les modèles commandés à l'usine, pour les parcs et les contrats de location au détail en dehors du cadre de la Location Plus^{MC} ne sont pas admissibles à cette offre. L'acheteur sera tenu de payer les taxes de vente applicables, y compris la taxe fédérale d'accise, les frais d'immatriculation et de transport applicables au moment de l'achat. L'offre est réservée aux acheteurs au détail admissibles qui financent leur achat pour une durée maximum de 48 mois auprès de GMAC. Toutes les demandes de crédit devront être approuvées par GMAC. Cette offre peut s'appliquer au montant d'achat total du véhicule. Pour les détails, voyez votre concessionnaire GM du Québec dès aujourd'hui!




ÉDITORIAL

Un nouveau sport: voter!

Jacques Parizeau rêve d'un nouvel octobre. Pas d'une crise d'octobre mais d'une surprise d'octobre. Un membership renouvelé, une campagne de souscription qui a dépassé les objectifs plutôt modestes qu'elle s'était fixés, compte tenu des besoins du parti, voilà des éléments sur lesquels le chef du Parti québécois base son optimisme.

Dans une salle remplie de militants acquis à la cause, au sortir d'un exercice de deux jours, on comprend M. Parizeau de se laisser à rêver. Quand on regarde les chiffres, ceux exprimant le taux de satisfaction des Québécois devant le gouvernement libéral de Robert Bourassa, ceux détaillant la campagne de financement du PQ qui montre de l'essoufflement dans la région de Québec, la Beauce et même Roberval, il y a lieu de tempérer l'enthousiasme de l'ancien ministre des Finances. Ça prendrait plus que la foi de Michael Chang, ce champion de tennis qui estime Dieu responsable de sa victoire à Roland-Garros, pour que le PQ renverse les libéraux à la prochaine élection. En politique, les surprises du genre sont plutôt rares.

A moins d'être un partisan intraitable de la souveraineté, l'électeur a peu de raisons d'accorder sa préférence au Parti québécois dans les prochains mois. L'équipe est essoufflée, le chef malgré ses discours brillants, semble absent de la scène québécoise, le renouvellement paraît provenir plus du retour des anciens du régime

Lévesque que des couches plus jeunes et plus dynamiques. Ce n'est pas en proposant des référendums à répétition pour obtenir un OUI par morceaux, par étapes, dirait Claude Morin, que Jacques Parizeau fera changer le vent de bord et séduira l'électorat.

Le référendum de 1980 n'a pas laissé que de bons souvenirs aux Québécois et même si les prochaines questions étaient mieux posées, moins ambiguës, il n'est pas évident que les Québécois embrasseraient ce nouveau sport de gaieté de coeur. Il y a risque que les Québécois pour éviter de s'embarquer dans des référendums à finir, laissent à la porte le père de cette solution.

Le rôle d'un gouvernement, c'est d'administrer, pas de tenir des référendums. Il est inconcevable de proposer un tel étapisme quand on sait toute l'énergie drainée par un référendum: qui dirigerait le Québec pendant que nous serions occupés à débattre mensuellement, semestriellement ou bi-annuellement d'un rapatriement progressif des pouvoirs: les fonctionnaires? L'opposition? Ou le fédéral? Traditionnellement le Québec a toujours cherché à récupérer des pouvoirs en santé, en éducation et dans le domaine culturel. Ce n'est pas par des référendums arrangés pour aboutir à un OUI qu'on parviendra à ces objectifs. Mais pour commencer, ne faudrait-il pas soumettre l'idée de M. Parizeau à un référendum?

Jean Vigneault

Une mesure inacceptable

La majorité des Québécois sont sans doute en faveur d'un resserrement des contrôles concernant l'aide sociale mais le ministre Bourbeau en donne beaucoup plus que le client en demande.

En effet, il n'y va pas avec le dos de la cuillère le ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu. L'un des amendements qu'il entend ajouter à la réforme de l'aide sociale consiste ni plus ni moins qu'à présumer de la culpabilité des bénéficiaires soupçonnés de fraude: ces derniers devront rembourser le trop-perçu avant même que leur cas soit examiné en appel devant la Commission des Affaires sociales. Incroyablement cynique, M. Bourbeau souligne que le gouvernement remboursera les bénéficiaires

avec intérêts lorsque ladite Commission renversera la décision des enquêteurs.

M. Bourbeau est-il conscient de ce que représente une coupure, ne serait-ce que de quelques dizaines de dollars, pour une personne qui vit déjà avec le strict minimum? Se rend-il compte que les moins bien nantis risquent ainsi de payer pour des erreurs administratives?

Le ministre Bourbeau bafoue un principe fondamental de notre justice — la présomption d'innocence — et impose des règles iniques aux plus démunis de notre société. Il s'agit d'une mesure inhumaine et totalement inacceptable.

Roch Bilodeau



Il va falloir un leader hors de l'ordinaire pour suivre ses traces!...

TRIBUNE LIBRE

Les enseignants en négociation: «trop de problèmes depuis trop longtemps!»

Monsieur Claude Ryan
Ministre de l'Éducation

Les enseignants des commissions scolaires que je représente sont en négociation avec le gouvernement depuis plus de quatre mois maintenant, comme vous le savez sans doute. Ils vivent quotidiennement des problèmes dans leur travail. Ils vivent surtout les difficultés des jeunes qui leur sont confiés. Ils souhaiteraient enfin pouvoir leur apporter tout le support que leur jeunesse réclame et que la société de demain exige.

Vous pouvez toujours croire que les réalités décrites en négociation ne le sont que pour justifier des demandes que nous défendons. Mais lorsque plus de 7 000 enseignants prennent la peine de vous écrire personnellement et vous expliquent ce dont est tissé leur quotidien, vous demandant de faire diligence aux tables de négociation pour régler les questions les plus épineuses concernant leur travail et l'éducation des jeunes, qu'avez-vous à répondre?

Bien sûr qu'il vous est difficile d'apporter de véritables réponses à ces appels. De toute manière, que pouvez-vous leur dire? Vos représentants, aux tables de négociation, sont muets. Et les réponses exigées aux questions des enseignants sont aussi les réponses aux demandes que nous formulons aux tables de négociation.

Monsieur le ministre, nous en-

treprenons maintenant l'étape de la médiation afin de trouver, espérons-le, une voie de règlement dans nos dossiers prioritaires.

De notre part, nous entendons



Claude Ryan,
ministre de l'Éducation

utiliser cette phase de manière à faire progresser, de façon significative, la négociation.

Nous souhaitons aussi voir dans de nouvelles offres votre volonté réelle d'un règlement. Toutefois, sachez que ce règlement doit nécessairement passer par de nouveaux investissements dans le réseau scolaire. Trop de problèmes sont sans solution depuis trop longtemps.

Est-il vraiment nécessaire que nous perturbions les écoles pour que vous vous occupiez des problèmes du monde de l'Éducation? Vous faut-il cette démonstration pour nous parler aux tables de négociation?

Des réponses sont attendues, M. Ryan, à la table de négociation. Maintenant.

Luc Savard
Président
Fédération des enseignants
des commissions scolaires

Hors d'usage...

Quand j'entends parler d'une multi-nationale, je pense à puissance et à avancement. Dans le cas de Desjardins, s'ils veulent conserver ou améliorer leur image publique, il devrait améliorer ou changer systématiquement le mode de fonction en ce qui concerne leur guichet automatique Interac.

Il n'est pas difficile d'utiliser car le seul mode de fonction-

nement sur l'écran que l'on peut lire fréquemment est: «Nous regrettons, le système est présentement hors d'usage. Veuillez...». Vous dites que vous voulez bien nous servir et que Desjardins nous appartient. Alors, j'exige comme membre que vous amélioriez votre système de guichet automatique.

Pierre Fournier
Sherbrooke

Le français, langue de travail: un besoin criant de relance

NDLR Le mouvement estrien pour le français nous a soumis deux textes sur le français au travail dont le premier est paru hier. Voici le second.

Une fois l'étape de la certification franchie par une entreprise, comment celle-ci doit-elle poursuivre son engagement?

C'est très précisément à cette question qu'un groupe de travail tripartite (syndicats, employeurs et gouvernement) s'est intéressée et à laquelle il a répondu, en mars 1989, dans un document intitulé «Le français, langue de travail: une nécessaire reorientation».

Le groupe constate d'abord «qu'un bon nombre d'entreprises cessent de se préoccuper de francisation au moment de l'obtention du certificat confondant ainsi le moyen avec la fin, confondant les termes certification et francisation. Ceci résulte d'une interprétation erronée du but de la loi qui est la permanence de la francisation, qui elle se manifeste par le maintien de ses acquis et son progrès continu».

Pour pallier à ce problème, le groupe de travail recommande plusieurs moyens de relance de la francisation, se situant dans le temps immédiatement après l'étape de la certification.

En premier lieu, le groupe propose d'impliquer directement les travailleurs dans le processus de francisation. Ils y ont leur mot à dire et peuvent en influencer le développement. Malheureusement, ce groupe de personnes a été très peu engagé dans le processus de francisation à ce jour. C'est d'ailleurs pour cette raison que le groupe de travail recommande d'augmenter la représentativité des travailleurs au sein des comités de francisation. Ils occupent présentement le tiers des sièges sur les comités, le reste étant occupé par les dirigeants d'entreprise; le groupe souhaite voir cette proportion augmenter à la moitié des sièges.

De la même façon que les employés doivent être engagés dans la francisation, le besoin de sensibiliser les dirigeants d'entreprise se fait vivement sentir. Le groupe suggère que cela se fasse par le biais des associations pa-

tronales déjà existantes.

Le groupe de travail insiste sur le rôle des comités de francisation qui revêt une importance considérable après l'étape de la certification. Répétons-le, le comité a pour mandat de veiller «à ce que le français conserve dans l'entreprise le statut que les programmes de francisation ont pour objet d'assurer». L'on sait que seuls les entreprises employant 100 personnes et plus ont l'obligation de former un comité; le groupe de travail déplore cela puisqu'il s'agit d'un outil très précieux à la réalisation des programmes de francisation. Conséquemment, la création d'un comité «allégé» pour les entreprises ayant à leur emploi de 50 à 99 personnes s'ajoute aux recommandations du groupe.

Pour faciliter le travail des entreprises et accélérer le processus de francisation, la suggestion est faite aux entreprises ouvrant dans un même secteur d'activités ou dans des secteurs connexes, de conjuguer leurs efforts en adoptant une approche sectorielle, après l'étape de la certification. Un rôle accru de l'Office de la langue française est encouragé à ce chapitre puisque ce dernier possède l'expertise nécessaire pour conseiller les entreprises et travailler de concert avec elles à l'élaboration de plans sectoriels.

En ce qui concerne les entreprises employant moins de 50 per-

sonnes, le groupe de travail propose «d'ouvrir» le dossier de ces petites entreprises et n'exclut pas la possibilité pour celles-ci de s'engager dans une démarche sectorielle au même titre que les moyennes et grandes entreprises.

Enfin, il ressort clairement du document de travail que «l'État devrait entreprendre une campagne médiatique qui porterait entre autres sujets sur le statut et la revalorisation de l'usage du français en milieu de travail». Personne ne peut nier le fait que sans une volonté politique sérieuse de faire du français la langue du travail au Québec, le dossier de la francisation des entreprises restera au stade où il est présentement, ou pire encore, il amorcera un mouvement de régression.

Nous devons rapidement prendre conscience que la francisation des entreprises se situe au coeur même de la question linguistique au Québec puisque le milieu de travail est le théâtre des communications orales et écrites dans cette province. Nous devons nous garder aussi de sous-estimer l'énergie à déployer à l'avancement du processus de francisation car celui-ci traduit une réalité sociale fondamentale au Québec: le désir collectif de vivre en français.

Lucie Legault
chargée de recherche pour
le Mouvement estrien pour
le français

Stationnement coûteux!...

Monsieur Bruce D. Allanson
Vice-président exécutif
Sherbrooke Trust

«Je vous écris suite à un incident survenu dans le terrain de stationnement du Sherbrooke Trust.

Suite à un très agréable repas à la Place Paton, j'ai été accostée par un gardien de sécurité lorsque je n'ai pu retrouver ma voiture garée chez vous de 12h00 à 12h50. Il m'a avisée de façon assez brusque que l'auto avait été remorquée rue Galt est. Je n'ai pu retrouver ma voiture qu'après avoir déboursé 40 \$. J'ai dû, de surcroît, payer un taxi pour revenir à l'hôpital Youville où je travaille, ne disposant que d'une heure pour dîner.

J'imagine que le gardien se trouvait sur place, lorsque j'ai pris, il est vrai, un espace réservé à votre clientèle qui doit être assidue à cette heure, étant donné qu'il y avait plusieurs espaces libres à mon arrivée!

Le Sherbrooke Trust, implanté dans notre région depuis plusieurs années, devrait se soucier davantage des relations publiques.

N'aurait-il pas été préférable d'installer à l'entrée une barrière ou même le proposé à cette tâche plutôt ingrate? Un avertissement aurait été plus approprié avant de sévir si clandestinement.

Paul Quimet-Scott
Lennoxville

Le maire Guillotte n'a pas à démissionner

OPINION DES AUTRES

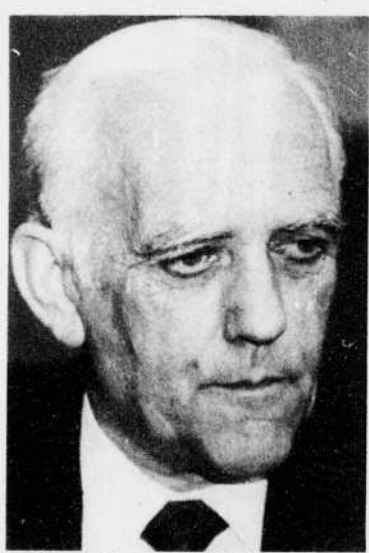
Ca chauffe à Stukely-Sud où des citoyens, mécontents du plan d'urbanisme, réclament des changements et, plus particulièrement encore, la démission du maire Jean-Paul Guillotte qu'ils qualifient d'incompétent. Et, sans qu'on sache si les événements sont reliés, la maison du maire vient d'être la cible d'un projectile, une brique contenant un message de menace qui a été remis à la police.

L'affaire tourne autour de la zone industrielle que les citoyens en question trouvent insuffisante et mal localisée. Ils la voudraient plus près du village et plus étendue. Et ils sont plus mordants que jamais depuis cette histoire de commerce de recyclage d'appareils ménagers provenant des États-Unis qui a fait les manchettes et qui semble nourrir une certaine méfiance chez le maire Guillotte.

Mais il y a plus que cette histoire qui a activé le feu qui couvait. Certains croient que Stukely-Sud n'a pas d'importants atouts au plan industriel et que cette municipalité, sans fermer la porte au commerce et à l'industrie, doit conserver son caractère agricole. Pour d'autres, la zone industrielle revêt cependant plus d'importance. Et puis, il y a les élections municipales qui s'en viennent.

Que les discussions se corsent, c'est normal. Surtout dans un petit milieu où les gens ont l'habitude de faire ce qu'ils veulent. Car un plan d'urbanisme restreint les libertés. Généralement pour le mieux même si ce n'est pas toujours bien compris de tous.

Comme guide d'un harmonieux développement, il est de nature à satisfaire les uns et à poser des contraintes aux autres, à camoufler ce qui est moins beau (dont



Le maire de Stukely-Sud,
M. Jean-Paul Guillotte

les commerces de ferraille qui enlaidissent les abords de quelques grande routes) pour mettre ce qui l'est davantage en relief, à éloigner ce qui ne se marie pas, à favoriser une meilleure utilisation du sol et de ses accidents, etc.

Le plan déposé à Stukely-Sud a peut-être besoin de corrections... Les urbanistes en tracent les grandes lignes à partir de ce qui existe, des besoins observés et des désirs exprimés. Aux gens du milieu d'y réfléchir et d'énoncer leurs attentes.

Voilà du reste le processus en cours à Stukely-Sud où la population sera saisie de changements le 19 juin. Si les opposants sont suffisamment nombreux, il devra y avoir alors référendum. Si l'insatisfaction persiste, les intéressés n'auront qu'à se reprendre aux élections.

Le maire Jean-Paul Guillotte

n'a pas à démissionner en dépit des accusations d'incompétence portées et des quelque 350 noms que présente la pétition déposée.

Un incompétent? Comment se fait-il alors que la population l'ait élu et réélu depuis 15 ans? Et ceux qui ont signé, ont-ils droit de vote? L'ont-ils fait en pleine connaissance de cause?

Dans le secret de la boîte de scrutin, seraient-ils tous aussi tranchant contre le maire que sous les yeux de voisins ou connaissances qu'ils craignent peut-être de contrarier? Et la masse silencieuse, de quel ordre est-elle? Plus ou moins nombreuse que celle des contestataires?

Peut-on enfin juger un homme sur un dossier, celui de l'urbanisme? Ou ne convient-il pas plutôt de voir l'ensemble de son oeuvre? En prenant aussi en considération l'oeuvre, la crédibilité et les engagements de ses adversaires.

Si les citoyens de Stukely-Sud sont vraiment insatisfaits de leur maire et de ses collègues, ils n'ont qu'à user de moyens démocratiques, c'est-à-dire s'organiser pour le défaire aux prochaines élections en supposant qu'il soit de nouveau sur les rangs. Surtout qu'il ne reste que quelques mois avant les élections.

Il faut aussi regretter et dénoncer le vandalisme et les menaces proférées à l'endroit de M. Guillotte s'ils ont à voir avec cette histoire. Ceux qui usent de menaces plutôt que de moyens juridiques et ou démocratiques acceptables pour défendre leurs vues ne méritent ni le respect ni la confiance populaire. Pas plus, en tout cas, que ceux qu'ils attaquent...)

Valère Audy
La Voix de l'est

<p>la tribune</p> <p>1950, rue Roy, Sherbrooke, Qué., Tél.: 564-5450, J1K 2X8</p> <p>Téléphones: Petites annonces: 564-0999 Publicité: 564-5450 Rédaction: 564-5454 Abonnements: 564-5466</p>	<p>ADMINISTRATION</p> <p>YVON DUBÉ Président et Éditeur</p> <p>JEAN-GUY FARAH Adjoint au président (adm.) et Secrétaire-trésorier</p> <p>LIONEL DALPÉ Adjoint au président (prod.) et Éditeur-adjoint</p>	<p>RÉDACTION</p> <p>JEAN VIGNEAULT Rédacteur en chef</p> <p>JEAN ROY Directeur de l'information</p> <p>PIERRE-YVON BÉGIN Chef des nouvelles</p> <p>ROCH BILODEAU Chef éditorialiste-adjoint</p> <p>JEAN-PASCAL BEAUPRÉ Chef de copie</p> <p>DENIS MESSIER Directeur des pages sportives</p>	<p>PUBLICITÉ</p> <p>FRANÇOIS VAILLANCOURT Directeur de la publicité</p> <p>J. BERTIN ST-AMAND Adjoint au directeur</p> <p>JEAN-FRANÇOIS ROULEAU Adjoint au directeur</p> <p>PAUL ALLARD Chef de bureau</p>	<p>PRODUCTION</p> <p>JEAN-PIERRE ROBITAILLE Directeur de la production</p> <p>J. JACQUES DELORME Chef des opérations</p> <p>GÉRARD PÉPIN Adjoint</p> <p>GASTON GRENIER Adjoint</p> <p>BENOÎT CÔTÉ Chef pressier</p>	<p>COMPTABILITÉ</p> <p>ANDRÉ CORRIVEAU Chef comptable</p> <p>JULIENNE POULIN Gérante du crédit</p> <p>EXPÉDITION</p> <p>MICHEL DOYON Gérant</p> <p>BÂTISSE</p> <p>ANDRÉ JACQUES Responsable</p>	<p>TIRAGE</p> <p>GASTON GAGNÉ Directeur au tirage</p> <p>ANDRÉ CUSTEAU Adjoint au directeur</p> <p>Gérants de district:</p> <p>PIERRE-ALAIN DION JACQUES FAUCHER MICHELE FOURNIER MICHEL LAVOIE SERGE NADEAU</p> <p>CLAUDE OUELLET JEAN-MARC PÉPIN GASTON PINARD JEAN-CHARLES POULIN</p>
--	--	---	--	--	---	---

Policiers et soldats chinois pourront tirer à vue

PEKIN (AP) — Les autorités chinoises ont donné lundi le droit aux policiers et aux soldats de tirer à vue sur "les émeutiers et les contre-révolutionnaires".

Le gouvernement a par ailleurs accentué ses critiques à l'encontre des Etats-Unis qui abritent depuis plusieurs jours dans leur ambassade de Beijing (Pékin) l'astro-physicien et dissident Fang Lizhi et son épouse. "Ne laissez pas ces gens s'enfuir, a déclaré un présentateur à la télévision en montrant des photos du couple. Ils sont recherchés pour des crimes révolutionnaires".

A Washington, le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, a entamé des conversations avec l'ambassadeur de Chine aux Etats-Unis sur le sort du couple dissident. "Nous essayons de résoudre ce cas, a simplement commenté un responsable américain. Auparavant l'administration de George Bush avait fait savoir qu'elle refuserait de livrer les époux Fang, objets d'un mandat d'arrêt des autorités chinoises."

Entretiens

Par ailleurs, le ministre chinois des Affaires étrangères Qian Qichen s'est entretenu lundi avec le vice-ministre soviétique des Affaires Etrangères, M. Igor Rogat-

chev, lors d'une escale à Moscou, a annoncé l'agence TASS.

Les deux hommes ont évoqué les relations bilatérales et les "problèmes internationaux", a précisé, sans autre détail, l'agence soviétique.

Qian Qichen, qui vient d'effectuer une visite officielle à Cuba, avait fait quelques heures auparavant une brève escale technique à Berlin Est et rencontré à cette occasion son homologue allemand, M. Oskar Fischer.

Moscou a normalisé ses relations avec Beijing après 30 ans de brouille, lors de la visite de M. Mikhail Gorbatchev dans la capitale chinoise le mois dernier.

Avant l'intervention de l'armée chinoise contre les manifestants de la place Tian An Men à Pékin, M. Rogatchev avait été pressenti comme successeur de l'ambassadeur d'Union Soviétique en Chine, Oleg Troyanovsky, pour marquer la réconciliation sino-soviétique.

M. Troyanovsky a pour sa part rencontré lundi à Beijing des responsables du ministère chinois des Affaires Etrangères. Selon Radio Moscou, la "situation" en Chine et les relations économi-

ques bilatérales ont dominé ces entretiens.

De passage à Paris, Lech Walesa, leader du syndicat polonais Solidarité et Prix Nobel de la Paix, a lancé, lundi, un appel aux autres lauréats du Nobel afin qu'ils organisent avec lui "une tentative de médiation dans le conflit intérieur chinois".

"Je suis prêt à agir en médiateur et à me rendre à Beijing et j'appelle les autres Prix Nobel à se joindre à moi", a déclaré M. Walesa, au cours d'une interview accordée à Varsovie à la chaîne de télévision française La Cinq.

Quarante intellectuels polonais avaient lancé, mercredi dernier, dans le quotidien de l'opposition Gazeta un appel pour que "les autorités chinoises mettent fin au massacre de la population civile". Cet appel s'adressait aux "gouvernements du monde entier, à l'opinion internationale et aux gens de bonne volonté" pour qu'ils fassent pression sur les autorités de Beijing.

A Taiwan

Par ailleurs, Tchiang Soong Mayling, la veuve du dirigeant nationaliste chinois Tchiang Kai-chek, a condamné lundi le massacre des contestataires de Pékin et a ajouté que le communisme

était le fléau de l'humanité.

La veuve de Tchiang Kai-chek, âgée aujourd'hui de 88 ans, a fait cette déclaration à Taipei après avoir été faite docteur honoris causa de l'Université de Boston par son président, John Silber.

"C'est le coeur lourd que je veux évoquer la monstrueuse tragédie que constitue le massacre sanglant et diabolique de vies innocentes sur le continent", a-t-elle dit. "Les ignobles et lâches communistes lâchés par cet hom-

me sans conscience qu'est Deng Xiaoping ont massacré des étudiants désarmés, des ouvriers et des gens du peuple... qui ne faisaient que réclamer des droits élémentaires — la démocratie et la liberté".



La télévision chinoise a annoncé de nouvelles arrestations de dissidents soupçonnés d'avoir participé aux récentes manifestations étudiantes. Sur la photo, l'un d'eux est amené pour interrogatoire...

26 chefs d'Etat en France pour le bicentenaire de la Révolution

PARIS (AFP) — Vingt-six chefs d'Etat ou de gouvernement seront les hôtes de la France pour les fêtes du bicentenaire de la Révolution les 13 et 14 juillet à Paris : dix présidents africains, six présidents de pays d'Amérique du Nord et du Sud, trois Premiers ministres et un président de pays d'Asie, et six présidents ou Premiers ministres d'Europe de l'Ouest, mais aucun dirigeant d'Europe de l'Est.

Cette concentration de chefs d'Etat et de gouvernements à Paris pour ces fêtes et le Sommet des sept pays industrialisés - du 14 au 16 juillet - donnera lieu à de nombreux entretiens bilatéraux et multilatéraux, a déclaré lundi M. Jacques Attali, conseiller spécial du président François Mitterrand.

Le 13, ils assisteront à deux cérémonies "très simples", selon M. Attali: l'une le matin pour célébrer les droits de l'Homme sur l'esplanade du Trocadéro et l'au-

tre l'après-midi pour fêter la prise de la Bastille, symbole de la Révolution de 1789, suivie de l'inauguration du nouvel opéra, l'Opéra Bastille. Entre les deux, ils déjeuneront au palais présidentiel de l'Élysée. Le soir, ils dîneront au musée d'Orsay, qui est consacré au 19ème siècle.

Le 14 juillet, ceux qui le souhaitent assisteront au défilé militaire le matin, avant d'être reçus à déjeuner par le président de l'Assemblée nationale (Chambre des députés), M. Laurent Fabius.

À 17h, le Sommet des sept s'ouvrira dans la fameuse pyramide de verre du musée du Louvre, inaugurée cette année, et sera suivi de deux dîners place de la Concorde: l'un au Ministère de la Marine avec les sept, le second de l'autre côté de la place, à l'hôtel Crillon, ce qui permettra à tous de jeter un oeil sur le spectacle qui se déroulera sur la place toute la soirée.

Gorbatchev qualifie de «sérieux et concret» le plan de désarmement de George Bush

BONN (AFP) — Le numéro un soviétique Mikhail Gorbatchev a qualifié lundi soir à Bonn de "sérieux et concret" le plan de désarmement conventionnel en Europe proposé fin mai par le président américain George Bush, mais a critiqué le refus de l'OTAN d'une élimination d'Europe des armes nucléaires à courte portée (SNF).

M. Gorbatchev, qui s'exprimait à la fin de la première journée d'une visite officielle de quatre jours en RFA, a souligné que la proposition de M. Bush, qui prévoit notamment de ramener à des plafonds égaux de 275.000 hommes de chaque côté les troupes américaines et soviétiques qui se font face en Europe, reflétait "des signes des temps nouveaux".

Commentant pour la première fois cette initiative adoptée par le sommet de l'OTAN à Bruxelles, le chef de l'Etat et du parti communiste soviétique a souligné qu'un accord sur une diminution des forces conventionnelles en Europe "pouvait maintenant être atteint sensiblement plus vite que cela ne semblait" avant cette

déclaration.

Le président soviétique, qui donnait un toast lors d'un dîner offert par le chancelier Helmut Kohl, a néanmoins estimé que la déclaration de l'OTAN avait gardé des "approches héritées de la période de confrontation", des approches qui ont pourtant disparu selon lui lors "des contacts directs entre représentants des gouvernements capitalistes et socialistes".

Par ailleurs, le numéro un soviétique a surpris les services de sécurité en prenant lundi soir à Bonn un bain de foule en compagnie de son ministre des affaires étrangères Edouard Chevardnadze.

Une foule enthousiaste d'une centaine de personnes attendait

M. Gorbatchev devant le bâtiment de la Redoute, à Bad-Godesberg, où le chancelier Helmut Kohl avait offert un dîner en son honneur.

Souriant aux cris de "bienvenue, Gorby" de certains de ses supporters, le président soviétique s'est dirigé droit dans la foule au grand dam des nombreuses forces de sécurité ouest-allemandes et soviétiques, avant de se retourner, détendu, vers les journalistes de télévision auxquels il a accordé une rapide interview.

Dictature

Le danger d'une "dictature" en l'absence de M. Mikhail Gorbatchev a été évoqué lundi soir à Moscou devant près de 50.000 personnes par un député progressiste de la capitale soviétique, a constaté un journaliste de l'AFP.

Le juge Telman Gdlian, qui se présente comme le pourfendeur de la corruption en URSS, a appelé le peuple soviétique à la "vi-

gilance", alors que le numéro un soviétique se trouve en visite officielle en RFA pour quatre jours.

"Je ne sais pas ce qu'en pense Gorbatchev et son entourage, mais nous, le peuple, nous devons être vigilants. Si cela arrive, tout le peuple doit être sur ses gardes, pour se soulever et dire non, jusqu'à la grève générale", a conclu le juge Gdlian, élu à une majorité écrasante à Moscou au Congrès des députés de l'URSS, dont les travaux se sont achevés vendredi.

M. Gorbatchev avait affirmé vendredi à la tribune du Congrès qu'il n'y avait "aucun danger de coup d'Etat" en URSS, précisant que le Comité Central et le Bureau Politique étaient "unis".

Autour du monde

Bush fête ses 65 ans — WASHINGTON (AFP) — Le président américain George Bush a fêté lundi son 65e anniversaire, mais s'il est officiellement entré dans le troisième âge, il n'est pas pour autant mis à la retraite, poursuivant bien au contraire son mandat sur un rythme alerte.

En guise de célébration, M. Bush entame un nouveau voyage de deux jours dans l'Ouest des Etats-Unis consacré à la défense de l'environnement.

Khomeiny: 5 crises cardiaques — WASHINGTON (AFP) — L'ayatollah Khomeiny a été terrassé par cinq crises cardiaques dans les dix jours ayant précédé sa mort le 3 juin, a déclaré sa fille Zahra Mostafavi dans une interview accordée à Téhéran aux quotidiens japonais Yomiuri Shimbun et américain Washington Post, qui l'a publiée lundi.

Mme Mostafavi, 48 ans, a indiqué que l'ayatollah s'était toujours opposé à ce que la famille entre dans l'arène politique. Son frère, Ahmad Khomeiny, a-t-elle dit, aspirait à la présidence depuis 1981, une idée rejetée par l'imam. "Je souhaite pour lui, tant que je suis vivant, qu'il n'occupe pas de position" politique, avait déclaré l'ayatollah, selon sa fille.

La fille du dirigeant iranien a estimé que les relations irano-américaines pourraient s'améliorer maintenant que son père est mort. Celui-ci, a-t-elle déclaré, "disait toujours que les relations entre l'Iran et les Etats-Unis étaient comparables aux relations existant entre un loup et un agneau mais, a-t-elle souligné, les dirigeants changent".

Elle a confirmé des informations qui circulaient avec insistance en Occident selon lesquelles son père était atteint d'un cancer. Mme Mostafavi a précisé qu'il s'agissait d'un cancer à l'estomac, dont il a été opéré le 23 mai.

Une jument pour Gorbatchev — HAMBURG, RFA (AFP) — Matthias Rust, le jeune pilote ouest-allemand qui avait atterri le 28 mai 1987 à bord de son Cessna sur la Place Rouge de Moscou, veut offrir sa jument favorite au numéro un soviétique Mikhail Gorbatchev en visite à Bonn, a indiqué lundi sa mère, Mme Monika Rust.

Matthias Rust conçoit ce cadeau comme un symbole, a précisé Mme Rust dans un entretien téléphonique avec l'AFP. "La jument a trois ans, elle est donc très jeune et peut être brisée si on s'occupe mal d'elle", a ajouté Mme Rust.

Pour Matthias, c'est exactement le cas de la politique de "perestroïka" (restructuration) menée par M. Gorbatchev, a expliqué la mère du jeune pilote. La jument, Bamba, a "elle aussi de grandes qualités potentielles, mais elle est encore très fragile", a dit Mme Rust.

Grève en Virginie — LOGAN, Virginie — Environ 10.000 mineurs ont entamé lundi une grève sauvage dans plusieurs mines de Virginie Occidentale et menacé d'étendre leur mouvement à l'ensemble des Etats-Unis, en signe de solidarité avec 1.600 mineurs en grève depuis deux mois.

Environ 1.600 employés des mines de charbon de la compagnie Pittston Coal Group, en Virginie Occidentale et en Virginie, sont en grève depuis le mois d'avril, en raison d'un désaccord avec la direction concernant notamment les salaires et le règlement.

Séisme à Los Angeles — LOS ANGELES (AFP) — Deux fortes secousses sismiques ont été enregistrées lundi à Los Angeles, provoquant des fissures dans plusieurs bâtiments et des dérangements dans les lignes téléphoniques, sans toutefois faire de victime.

La première secousse, qui s'est produite peu avant 10H00 locales et d'une magnitude de 4,5 sur l'échelle de Richter (graduée jusqu'à 9), a duré une quinzaine de secondes. La seconde, une trentaine de minutes plus tard, a atteint une puissance de 4,3 sur la même échelle.

Pinochet insoumis — SANTIAGO (AFP) — Le président chilien, le général Augusto Pinochet, a affirmé lundi à Santiago qu'il ne se soumettrait pas, en tant que chef de l'Armée, au prochain président de la République qui sera élu lors des élections du 14 décembre prochain.

Le président avait annoncé son intention de demeurer au poste de commandant en chef de l'armée pendant encore huit ans après son départ de la présidence.

"Je ne me soumettrai pas au président, je me soumettrai au pays. Il pourra commander en fonction des attributions que lui donne la Charte fondamentale", a déclaré le général lors d'une rencontre avec des journalistes au Palais présidentiel de La Moneda.

"J'ai eu affaire au président Allende, et il a rempli ses obligations sans jamais demander de choses bizarres ou spéciales. Je ne vois donc pas où est le problème", a-t-il ajouté.



Explosion à la gare de New Delhi

Un cadavre partiellement recouvert d'un drap, est étendu parmi les débris, sur le plancher de la gare de New Delhi en Inde, à la suite de l'explosion d'une bombe qui a fait au moins sept morts et plus de 50 blessés. L'explosion est survenue dans la principale salle d'attente, où se trouvaient quelque 700 personnes.

Situation tendue dans l'Ouzbekistan

MOSCOU (AFP) — La situation demeure tendue dans la république d'Ouzbekistan en Asie centrale où des milliers d'Ouzbeks ont formé des groupes de surveillance pour "aider" les forces de sécurité à rétablir l'ordre alors qu'un pont aérien a été mis en place pour évacuer 17.000 Turcs meshkets.

Au total 9.000 personnes ont formé 811 comités de surveillance afin "d'aider la police et les forces de sécurité à rétablir l'ordre, empêcher les incendies criminels et les pogromes" ont rapporté lundi les Izvestia.

Le journal confirme par ailleurs que les violences se sont étendues dimanche à la république voisine du Tadjikistan (dans la région de Asht) où deux personnes ont été tuées et cinq blessées lorsque les troupes du ministère de l'intérieur ont ouvert le feu sur une foule déchaînée qui tentait de faire irruption dans un camp de réfugiés abritant des Turcs meshkets, ayant fui l'Ouzbekistan.

Dans la journée de lundi la télévision soviétique, qui a montré l'arrivée à Fergana, région où débutèrent les émeutes inter-ethniques, du premier ministre soviétique Nicolai Rijkov, avait révélé que 2.000 réfugiés Turcs meshkets qui avaient fui au Tadjikistan, avaient déjà été évacués vers des régions plus sûres.

Jusqu'à maintenant les autorités soviétiques ont refusé de faire appel à l'armée et seules les troupes de sécurité sont autorisées à ouvrir le feu uniquement pour se défendre.

CORRECTIONS EATON

Encart L'été est en fête chez Eaton dans La Tribune du mercredi, 7 juin 1989.

Page 28 A: Tondeuse électrique Black & Decker devrait être: 7 ampères.

Page 34 H à L2: Ustensiles à micro-ondes Coronet Regal devraient être: prix courant Eaton 4.98. **3.73 ch.**

Délai de 3 semaines:

Page 26 A: Vélo North Country 21 et 23 pouces pour hommes et 19 po. pour femmes.

Eaton s'excuse de tout inconvenient.

1127

Apprenez les règles du jeu en publicité



Le Conseil des normes de la publicité

4823, ouest, rue Sherbrooke suite 130, Montréal, Qc H3Z 1G7 (514) 931-8060

38286-BTV

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LA SAMARE

Achat d'une auberge avec projet de construction de résidences secondaires dans un domaine de 161 acres entouré par le parc Orford.

Un projet dont le promoteur est **J. Denis Moreau**

Montant de l'émission publique: **600,000.00\$**
(600 unités à 1,000.00\$ par unité)
Souscription minimale 25 unités

Une émission dont le placeur pour compte est la société de courtage Guardian.

Soirées d'information

les 12, 13, 14 juin 89
au 1552 King ouest bureau 205 (à 19h30)

Sherbrooke

Pour information ou réservation

(819) 564-5111

Le parc Dufresne retrouvera son animation de naguère lors de la Fête nationale

SHERBROOKE — Le parc Dufresne qui, durant plusieurs décennies, a été le lieu de rendez-vous favoris des athlètes et des géants d'estrade du quartier Centre de Sherbrooke retrouvera son animation de naguère lors de la Fête nationale du Québec.

Le Centre récréatif communautaire du quartier Centre y présentera trois des quatre activités qu'il paraira à cette occasion. D'abord un

tournoi de balle donnée appelé tournoi des voisins car chacune des équipes qu'il opposera sera formée de joueurs qui auront été recrutés parmi les riverains d'une même rue. Ce tournoi qui donnera sûrement à plusieurs la nostalgie de l'époque où Antonio Pinard, Julien Ducharme et, plus tard, Bruce Allanson, pour ne nommer que trois athlètes de talent qui ont évolué au parc Dufresne débutera le 24 juin, à 10 h.

C'est aussi au parc Dufresne que l'auteur-compositeur-interprète Bertrand Gosselin fera, après une longue absence, son retour sur la scène locale. Avec un nouveau tour de chant qui débutera à 20 h, ce jour-là.

Après le tour de chant de Bertrand Gosselin, qui prendra fin vers 21 h 30, les résidents du quartier Centre pourront danser et fraterniser autour de l'énorme feu de joie qui sera allumé en plein centre du parc.

On aura commencé à se mettre dans l'atmosphère de la Fête nationale du Québec la veille pendant un souper aux fêtes au lard servi dans le parc de stationnement du Centre récréatif communautaire du quartier Centre et durant le spectacle de danses folkloriques présenté par la troupe Dans'Amis au même endroit.

Ce sera la première fois que le Centre récréatif communautaire du quartier Centre met la main à la préparation d'activités marquant la Fête nationale du Québec mais ce ne sera pas la dernière, à en croire la présidente du Comité récréatif et communautaire du quartier Centre, Francine Asselin, qui, au cours d'une conférence de presse tenue hier, a formulé le vœu que pareille fête devienne une tradition.

La présentation de ces activités sera rendue possible grâce à l'aide financière de la Banque Nationale du Canada, du gouvernement du Québec, du gouvernement du Canada et de la Ville de Sherbrooke.



(Photo La Tribune par Stéphane Lemire)

Le directeur du Centre récréatif communautaire du quartier Centre, Patrice Faucher, à gauche, s'entretient avec Bertrand Gosselin qui présentera son nouveau tour de chant au parc Dufresne le 24 juin.

Le frère Stéphane Hamel partira bientôt en mission au Togo

par André LAROCHE

Nouvelle expérience

BROMPTONVILLE — Un frère du Sacré-Coeur, originaire de Magog, partira cet été vivre son apostolat en mission au Togo, pour une durée de deux ans.

Le frère Stéphane Hamel, 23 ans, se joindra en effet au mois d'août à la quinzaine de missionnaires actifs au foyer Sacré-Coeur, à Atakpame, au Togo.

Ce centre missionnaire fondé en 1985 par les Frères du Sacré-Coeur de la province communautaire de Sherbrooke, accueille les aspirants togolais à la vie religieuse. De plus, l'école Saint-Albert, administrée par les frères, regroupe quelque 700 élèves des niveaux secondaire et collégial.

Diplômé en sciences humaines du cégep de Sherbrooke, le frère Hamel compte prêter main-forte à la culture maraîchère et à l'enseignement académique.

«Je voulais vivre une expérience missionnaire», répond-il simplement aux questions visant à connaître les motifs de son départ. «La porte était ouverte pour un apprentissage d'une autre culture, d'un autre mode de vie. Je voulais l'essayer.»

Le Togo est un petit pays africain de 52 kilomètres de largeur et de 600 kilomètres de longueur. «Je sais que c'est très pauvre, dit le nouveau missionnaire, mais je préfère ne pas me faire d'idée préconçue de ce qui m'attend là-bas.»

Célébration

La communauté des Frères du Sacré-Coeur souligne chaque départ par une grande célébration appelée «L'envoi missionnaire».

La cérémonie s'est déroulée le 2 juin, au Juvénat de Bromptonville. Elle a été répétée quelques jours plus tard pour les juvénats et sera reprise dans la paroisse St-Patrice, à Magog, dans le courant de l'été.

(Photo La Tribune par André Laroché)

Le frère Stéphane Hamel vivra son apostolat de deux ans dans la mission d'Atakpame, au Togo.

En bref

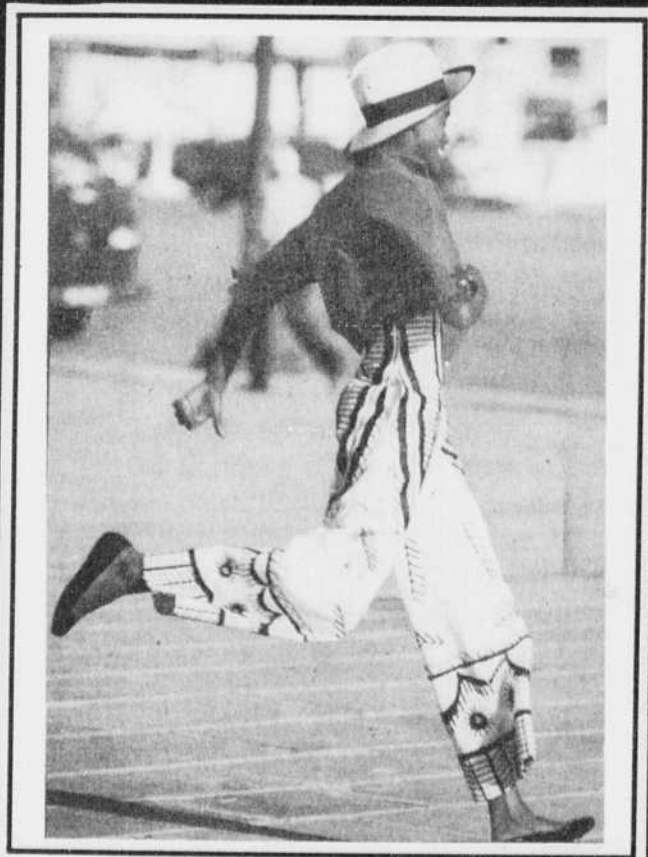
Atelier sur la tenue de livres — Le Groupe de soutien aux Initiatives - Jeunesse du Haut-St-François et la Corporation de développement économique régionale du Haut-St-François organisent un atelier sur la tenue de livres. Cette clinique, ouverte à tous, permettra d'obtenir gratuitement une formation d'appoint sur la tenue des registres comptables d'une entreprise. L'atelier aura lieu le 14 juin, de 9h à 12h, au 146 rue Angus nord, à East Angus.

Conférence sur le spina-bifida — Dans le cadre de la semaine du spina-bifida actuellement en cours, l'Association de spina-bifida et d'hydrocéphalie de l'Estrie organise une conférence d'information sur cette maladie touchant 1,5 nouveau-né sur mille au Québec. A cette occasion, Mme Louise Bisette, physiothérapeute et ostéopathe, tentera de démystifier cette maladie et examinera les traitements d'ostéopathie offerts aux personnes qui en sont atteintes. La conférence aura lieu le 14 juin, à 19h30, à la Maison Rivier, 999, rue Conseil, à Sherbrooke.

Familles recherchées — Quatre étudiants étrangers, âgés de 15 à 18 ans, sont actuellement à la recherche d'une famille qui les hébergera à partir du mois d'août jusqu'à la fin de la prochaine année scolaire. Ces garçons et filles en provenance de la Colombie, du Brésil, de la Jamaïque et des États-Unis souhaitent se familiariser avec le mode de vie du Canada tout en apprenant le français. Les familles (traditionnelles, sans enfant ou monoparentales) intéressées à partager l'expérience de ces jeunes doivent contacter Interculture Canada, organisme canadien d'échanges scolaires. Renseignements: Interculture Canada, 59, rue Saint-Jacques ouest, Bureau 700, Montréal, H2Y 1K9.

Etudiants entrepreneurs — Les étudiants et étudiantes souhaitant créer leur propre emploi d'été ont jusqu'au 16 juin pour se prévaloir du programme «Prêts aux étudiants entrepreneurs» offert par la Banque fédérale de développement. Ce programme leur permet d'obtenir un prêt sans intérêt jusqu'à concurrence de 3000 \$.

Courez vers la vente semi-annuelle de la maison SETLAWKE Ltée établie depuis 1902



15% à 50% de réduction Sur marchandise printemps/été, sélectionnée. Nous vous attendons du 12 au 17 juin



A l'enseigne de la distinction

Carrefour de l'Estrie

Ultra: 565-4654

Setlakwe: 565-0373

AUBAINES Vêtements pour toute la famille

CROTEAU SPÉCIAUX D'ÉTÉ

OÙ LA QUALITÉ VOUS COÛTE MOINS CHER

La vente anniversaire se poursuit à votre centre d'aubaines

Plan mise de côté.

COMMENÇANT MERCREDI LE 14 JUIN À 9h30

BAS SPORT

POUR ENFANTS

78¢

PRIX CROTEAU

GILETS "POLO"

Polyester & coton. Tailles 7-14.

2.98

PRIX CROTEAU

PANTALONS

Polyester & coton. Tailles 7-14.

2.98

PRIX CROTEAU

PANTALONS COTON BROSSÉ

Tailles 4-6x.

2.98

PRIX CROTEAU

BERMUDAS OUATÉS

AVEC INSCRIPTION Tailles 4-14.

2.98

PRIX CROTEAU

PANTALONS OUATÉS

POLYESTER & COTON Tailles 4-6x. Couleur rose.

2.98

PRIX CROTEAU

GILETS "POLO" POLYESTER & COTON POUR HOMMES

4.98

PRIX CROTEAU

JUMPSUITS COURTS POUR DAMES

3.98

PRIX CROTEAU

BERMUDAS DE CYCLISTE EN POLYESTER POUR DAMES

4.98

PRIX CROTEAU

PANTALONS SPORT POUR HOMMES

4.98

PRIX CROTEAU

AUBAINES VÊTEMENTS POUR TOUTE LA FAMILLE

CROTEAU

OÙ LA QUALITÉ VOUS COÛTE MOINS CHER

Plan mise de côté

SHERBROOKE Centre-ville 42 Wellington nord 566-2696

MAGOG Galeries Orford 1700, rue Sherbrooke 843-0100

GRANBY 52, rue Évangéline 378-5332



DE TOUT...ET DE TOUS

La vie dans les Cantons

Concert-gala du Centre d'arts



(Photo La Tribune par Christian Landry)

Le concert-gala du Centre d'arts Orford a eu lieu samedi soir sous la présidence d'honneur de M. Claude Castonguay, président du conseil et chef de la direction de La Laurentienne, dans l'ordre habituel, MM. Pierre Rolland, directeur artistique du centre d'Arts Orford, Claude Castonguay, le ministre Paul Gobeil, président du Conseil du Trésor, et Richard Morad, président du groupe Morad.



(Photo La Tribune par Christian Landry)

Ces personnalités aussi assistaient samedi soir au concert-gala du centre d'Arts Orford. De gauche à droite: Mme Ginette Hamel et M. André Hamel, député de Sherbrooke, Mme Monique Cameron, M. Claude Castonguay, Mme Colette Beauchesne, MM. Jean Houde, président de la Corporation du centre d'Arts Orford, Tom Cameron, président du groupe Gaudette et Jean-François Rouleau, adjoint au directeur de la publicité à La Tribune.

Ephémérides

C'est le mardi 13 juin 1989, le 164e jour de l'année.
Fêtes à souhaiter:
Antoine de Padoue (franciscain, mort en 1231), Anthony.
Anniversaires historiques:
1988 — Le hockeyeur Guy Lafleur

est admis au Temple de la Renommée.
1987 — Décès de l'actrice américaine Geraldine Page, 63 ans.
1986 — Décès du clarinettiste de jazz américain Benny Goodman, 77 ans.
1982 — Mort du roi Khaled d'Arabie saoudite; son demi-frère, le prince Fouad, lui succède.
1973 — Les Etats-Unis, le Vietnam du Nord, le Vietnam du Sud et le Vietcong signent un nouvel accord à Paris pour consolider le cessez-le-feu.
1972 — Le président Nixon soumet au Congrès le traité américano-soviétique sur la limitation des armes nucléaires.

1969 — Les Etats-Unis commencent à retirer leurs troupes du Vietnam.
1956 — Les dernières troupes britanniques quittent la zone du Canal de Suez, qu'elles occupaient depuis 74 ans et qui est remise à l'Egypte.
1940 — Paris est déclarée ville ouverte.
1866 — Le Congrès américain assure l'égalité civile aux Noirs. Il est né un 13 juin:
— Le poète irlandais William Yeats (1865-1939).

PENSÉE DU JOUR:
Une vie inutile est une mort prématurée. (Goethe)

Carnet communautaire

Centre des jeunes de Lennoxville

L'Assemblée générale annuelle du Centre des jeunes de Lennoxville Youth Centre, aura lieu aujourd'hui mardi 13 juin, à 19h, au 101 de la rue Queen (entrée sur Belvédère). Les dirigeants profiteront alors de l'occasion pour déposer le rapport annuel. La présentation du rapport sera suivie d'une période pour les élections. Tous les jeunes qui fréquentent le Centre, parents et le public en général sont invités à cette assemblée.

Assemblée annuelle

L'Association de paralysie cérébrale du Québec tiendra son assemblée générale annuelle demain mercredi 14 juin, à 19h, à l'Auberge Sheraton Orford. Un buffet froid sera servi à 17h30 et précèdera l'élection des membres du Conseil du Chapitre de l'Estrie.

Conférence AMORC

L'Ordre de la Rose-Croix AMORC donnera une conférence d'information sur ses enseignements et ses activités demain mercredi 14 juin, à 20h, au 1323 rue Grégoire à Rock Forest.

Lotto 6/49
Un jeune paysagiste des Bois-Francs rafle un lot de 354 342\$



Un jeune paysagiste des Bois-Francs a vécu de vives émotions au cours des derniers jours. M. Stéphane Dumas, de St-Ferdinand, a remporté un lot de 354 342\$ (catégorie 5/6 plus) à l'issue du tirage du 24 mai du Lotto 6/49. Fidèle aux mêmes sélections depuis trois ans, M. Dumas a constaté son coup de chance le lendemain du tirage. Sans faire ni une ni deux, le chanceux s'est empressé de partager sa joie avec les siens. C'est en compagnie de ses parents que M. Dumas a reçu le chèque de Mme Francine Giguère de Loto-Québec. Un voyage dans le Sud ainsi que l'achat de véhicules neufs font partie de ses projets.

(Publi-promotion)

La météo

MONTREAL (PC) — Voici les prévisions météorologiques pour la province de Québec émises par Environnement Canada pour mardi avec un aperçu pour mercredi.

Situation générale: les régions de l'ouest ont profité d'une belle journée aujourd'hui en raison de la présence d'une crête de haute pression. Par contre, un creux barométrique sur les régions de l'est a maintenu des nuages et des averses dispersées sur ces régions.
Les deux systèmes resteront stationnaires au cours des deux prochains jours. Toutefois, plusieurs perturbations qui passeront au sud de nos régions mardi et mercredi donneront quelques bancs de nuages dans les régions sud-ouest.

Les températures seront généralement près des normales ou légèrement au-dessus.

ESTRIE, OTTAWA-HULL-CORNWALL, MONTREAL: ciel variable. Min.: 6 à 10. Max.: 19 à 22. Mercredi: nuageux.

TROIS-RIVIERES, DRUMMOND-VILLE, BEAUCÉ: ensoleillé avec passages nuageux. Min.: 6 à 8. Max.: 19

à 21. Mercredi: nébulosité croissante.

QUÉBEC: ensoleillé avec passages nuageux. Min.: 6 à 8. Max.: 19 à 21. Mercredi: ensoleillé avec passages nuageux.

LAURENTIDES: ensoleillé avec passages nuageux. Min.: 4 à 6. Max.: 18 à 20. Mercredi: nébulosité croissante.

LAC SAINT-JEAN: ensoleillé avec passages nuageux. Min.: 4 à 6. Max.: 17 à 19. Mercredi: ensoleillé avec passages nuageux.

SAGUENAY, RÉSERVE DES LAURENTIDES, CHARLEVOIX, RIVIÈRE-DU-LOUP: ensoleillé avec passages nuageux. Min.: 4 à 6. Max.: 15 à 18. Vents modérés. Mercredi: ensoleillé avec passages nuageux.

Dans le monde

Max Min	25 14	Islamabad	41 23	Oslo	20 9
Athènes	30 16	Istanbul	24 16	Paris	26 18
Bahraïn	34 27	Jakarta	33 24	Pékin	25 18
Bangkok	30 28	Jérusalem	24 15	Perth	19 12
Belgrade	20 14	Johannesburg	16 0	Rio	25 18
Berlin	25 10	Kiev	26 16	Rome	30 14
Bermudes	30 25	Kuala Lumpur	34 24	San Juan	30 25
Bogota	29 9	Le Caire	32 20	Santiago	19 5
Bruxelles	26 10	Lima	18 14	Sao Paulo	15 13
Buenos Aires	15 6	Lisbonne	29 16	Séoul	26 17
Caracas	26 19	Londres	27 17	Singapour	32 27
Copenhague	19 8	Madrid	28 12	Stockholm	22 11
Dublin	18 9	Manille	33 23	Sydney	15 11
Francfort	23 12	Mexico	30 14	Taipei	32 27
Genève	23 12	Moscou	27 16	Tel Aviv	27 20
Helsinki	19 10	Nassau	31 25	Tokyo	23 14
Hong Kong	30 26	New Delhi	39 28	Varsovie	21 10
Honolulu	31 24	Nicosie	30 16	Vienne	23 14

Don à la Société canadienne du cancer



Mme Francine Dufresne, présidente de la Société canadienne du cancer, section Estrie, recevait ces jours derniers un don substantiel en argent de Mme Valérie Courchesne, propriétaire de la pharmacie du même nom, en compagnie de M. Sean Patrick, fils de l'ex-propriétaire de la pharmacie, M. Don Patrick, décédé du cancer.

(Publi-promotion)

La Tribune salue



Suzanne Tremblay, auxiliaire bénévole au Centre hospitalier St-Vincent-de-Paul.

SOLDE
SENSATIONNEL
DE LA
FÊTE DES PÈRES
ELKS

1/2
PRIX

CRAVATES
sélectionnées

14⁹⁹

CHEMISES
HABILLÉES
rayures assorties

39⁹⁹

CHANDAILS
de confection canadienne
coton et
mélange de coton

Jusqu'à épuisement des stocks

ELKS

CARREFOUR DE L'ESTRIE

51106

UNE CHANCE DE **GAGNER...** PLUS DE 100 000\$ EN PRIX!
ET LA CERTITUDE D'AIDER!

Au tirage de la Fondation des Amis de l'Hôtel-Dieu de Sherbrooke
TIRAGE LE MERCREDI 21 JUIN 1989 À 20 H 30
AU MOTEL ROUSSILLON LE BARON DE SHERBROOKE

1er prix
Un magnifique condo-appartement entièrement meublé au Complexe «Les Jardins des Sables», Magog-Orford d'une valeur de 79 500,00 \$

Prix du billet: 150,00 \$
Quantité: 2 500 billets numérotés de 0001 à 2500
N° permis RLCO: 8573-89-11

La Fondation des Amis de l'Hôtel-Dieu de Sherbrooke
555, rue Murray
Sherbrooke (Québec)
J1G 2K8
(819) 822-6754
Att.: Mme Luce Bovin

Lutte contre la pollution urbaine et les pluies acides

Aucune surprise dans le programme dévoilé par Bush

par Maurice GIRARD

WASHINGTON (PC) — Le président américain George Bush entend résolument s'attaquer à la pollution urbaine, qui détruit la couche d'ozone, et aux pluies acides, qui ont ravagé des milliers de lacs et forêts au Québec, en Ontario et dans le nord-est américain.

D'ici l'an 2,000, les centrales thermiques au charbon du centre des Etats-Unis devront s'équiper de dispositifs anti-pollution. Au tournant du siècle, les fabricants automobiles de Détroit devront produire près d'un million de véhicules fonctionnant au méthane.

Dans quelques années, les produits cancérigènes ou toxiques entrant dans les procédés de fabrication des usines chimiques devront être graduellement éliminés.

Le programme pour améliorer la qualité de l'air présenté hier en grandes pompes par le président Georges Bush ne contenait aucune surprise. Plusieurs dispositions étaient connues depuis quelques jours: réduction par 10 millions de tonnes d'ici l'an 2,000 des émissions d'anhydride sulfureux et par deux millions de tonnes, à la même époque, des émissions d'oxyde nitrique.

"Trop d'Américains respirent de l'air vicié", a dit George Bush dans son allocution, avant de monter à bord du 747 présidentiel — Air Force One — pour se rendre au parc Yellowstone, au Wyoming, où on lui a préparé une petite fête pour ses 65 ans. Pour améliorer la qualité de l'environnement, a ajouté le président, "il faut faire des choix difficiles".

Deux phases

Le programme présidentiel, qui devra être discuté au Congrès, sera réalisé en deux phases, avec une étape charnière en 1995. George Bush a cependant fait une concession de taille au secteur privé en acceptant que le volume des émissions polluantes soit calculé par Etat plutôt que par entreprise, ce qui accordera un surcroît à certaines centrales électriques et usines trop vétustes.

Quant au "smog", sorte de dôme de pollution qui reste suspendu au-dessus des villes par temps chaud et humide, l'administration Bush entend travailler étroitement avec les Etats pour amener de l'air plus respirable dans 107 villes, dont New York et Los Angeles, avant la fin de la prochaine décennie.

"C'est le début d'un temps nouveau dans le secteur environnemental", a pour sa part déclaré le président de l'Agence de protection de l'environnement (EPA), M. William Reilly. "Nous avons voulu nous assurer de mettre un terme à nos déversements acides sur nos voisins. Nous sommes conscients du problème que nous avons créé au Canada et nous

nadienne contre les pluies acides. "Il faut attendre pour voir de quelle façon le programme va fonctionner dans les détails".

De fait, c'est maintenant au tour du Congrès de jouer. Même si démocrates et républicains s'entendent pour adopter rapidement un amendement à la loi de 1970 sur la pureté de l'air, des sénateurs et membres de la Chambre des représentants pourraient

faire obstruction. Il s'agit d'hommes politiques du centre du pays, où sont concentrées les usines polluantes et les centrales thermiques au charbon.

Dénonciation

Leur principal porte-parole, le sénateur Robert Byrd (démocrate, Virginie occidentale), ne s'est pas fait prier pour dénoncer le

projet Bush. "C'est le genre de programme qui oppose énergie et environnement. La pollution, c'est un problème national, mais on ne prévoit pas de partage des coûts à cette échelle", a-t-il déclaré à sa sortie du Capitole.

M. Byrd trouve les objectifs de l'administration trop élevés et prédit qu'au moins 8,000 travailleurs perdront leur emploi si le projet est réalisé dans les délais prévus.

On évalue qu'il en coûtera de \$4.5 à \$5.5 milliards annuellement pour atteindre les objectifs visés, mais aucune mention n'a été faite hier dans les documents de presse de la question du financement. L'exercice aurait été en quelque sorte inutile puisque le Congrès devra au cours des prochaines semaines harmoniser le projet de loi présidentiel avec tous les autres déposés au Sénat et à la Chambre sur la même question et y inclure un article sur le financement.

Pour sa part, l'important leader démocrate au Sénat, Georges Mitchel (Maine), a remercié le président de l'effort fait dans le domaine environnemental. "C'est un bon point de départ pour les discussions que l'on veut vigoureuses", a-t-il mentionné. "Je ne pense pas qu'on puisse considérer cette proposition (du président) comme finale. C'est un bon départ."

sommes déterminés à le régler. Je pense que notre programme va permettre d'éliminer ce que le premier ministre canadien appelait la seule anomalie dans les relations entre les deux pays."

Peu avant l'annonce officielle, le président Bush s'était entretenu au téléphone avec le premier ministre du Canada, Brian Mulroney. Moins d'une demi-heure après la présentation du programme présidentiel, l'ambassadeur du Canada aux Etats-Unis, M. Derk Burney, s'adressait aux correspondants canadiens en poste à Washington.

"C'est avec plaisir que nous pourrions entamer le processus qui mènera à un accord bilatéral sur la qualité de l'air". L'annonce du programme environnemental du président constitue "le geste le plus positif fait en 10 ans par les Etats-Unis dans ce domaine", a ajouté en français l'ambassadeur.

Pluies acides

Les négociations en vue de la ratification d'un traité sur les pluies acides devraient commencer d'ici la fin de l'été. M. Burney n'a pas voulu évaluer les résultats concrets des mesures annoncées à Washington sur les lacs et forêts du Canada.

Pour leur part, les environnementalistes canadiens semblent heureux des résultats, quoiqu'ils réservent leur jugement final pour plus tard.

"C'est un pas en avant, mais une étape dans un long processus qui s'étirera au cours des prochains mois", a déclaré M. Michael Perley, de la Coalition ca-



Le président américain George Bush a rencontré des représentants du Congrès pour leur expliquer son programme pour améliorer la qualité de l'air. A sa gauche, Bob Michel, le leader de la minorité à la Chambre des représentants, et à sa droite, le sénateur démocrate Robert Byrd.

CARRIERES ET PROFESSIONS

Besoin urgent!

CONSEILLER(ÈRE) EN DÉCORATION

Pour la vente au détail dans un magasin de tapis et décoration.

Salaire de base plus commission.

Temps plein.

Tél.: 864-9641

1076

CHAUSSURES IDÉALES POUR VOUS SENTIR À L'AISE ET BIEN CHAUSSÉ



RABAIS 20\$
CHAUSSURES
TOUT-ALLER
POUR HOMMES
39⁹⁹

La mode à vos pieds! Chaussures tout-aller en cuir doublées en tissu éponge. Semelle flexible. Modèle no 5415 offert en noir, gris, blanc ou marine. Modèle no 5417 offert en noir ou blanc. Pointures 7 à 12 plus 1/2 pointures.

paire Sears ord. 60\$

Prix en vigueur jusqu'au 17 juin 1989, dans la limite des stocks disponibles

SEARS

vous en avez pour votre argent...et plus

SATISFACTION OU REMBOURSEMENT • SERVICE APRÈS-VENTE ASSURÉ DANS TOUT LE CANADA • LA CARTE DE CRÉDIT N° 1 DES MAGASINS À RAYONS AU CANADA • LE MAGASIN DES MARQUES KENMORE, DIEHARD, CRAFTSMAN

Les mentions 'Ord.' ou 'Étai' de Sears Canada Inc. se rapportent à des prix Sears. Heures d'ouverture: 9h30 à 17h30 du lundi au mercredi; de 9h30 à 21h le jeudi et le vendredi; de 9h à 17h le samedi. Sherbrooke, Carrefour de L'Estrie, 563-9440. Copyright Canada, 1989, Sears Canada Inc.

00303

Dans le cadre de l'achat 324,

CORRECTION

"Au tour des Pères".

Page 2:

Le rasoir à trois têtes Philips, la photo montrée n'est pas la bonne.

Nos excuses à notre clientèle.

CANADIAN TIRE magasins associés

993

Quand tu vis un moment difficile et que tu as besoin de parler. A Secours-Amitié il y a quelqu'un pour t'écouter.

UNE LUEUR D'ESPOIR...

SECOURS/AMITIÉ

Poste d'écoute: 564-2323
Sans frais d'appel: Woodon

LAC-MÉGANTIC
RICHMOND
ASBESTOS
composez 0 et demandez Zenith 5-3060
À TOUTE HEURE DU JOUR ET DE LA NUIT

MISE AU POINT

Dans notre circulaire "Sears, Papa tient la vedette" insérée dans La Tribune du 13 juin, veuillez noter qu'à la page 13 le prix rég. de la table à langer doit se lire 84,99\$ au lieu de 89,99\$ et le prix de vente 74,99\$ au lieu de 79,99\$; le nécessaire de bouteilles à 12,99\$ n'est pas offert dans tous les magasins; de plus, les prix des 2 barbotouses annoncées avec ce dernier ont été omis; le prix rég. doit se lire 217,49\$ et le prix de vente 216,49\$. À la page 4, les rabais sur les complets et vestes sport Sears doivent se lire 40\$-105\$ au lieu de 30\$-105\$; de plus, le prix de vente des complets Sears doit se lire 99,99\$ et le prix de vente des vestes sport 49,99\$. À la page 5, les chaussures Giorgio Brutini illustrés ne sont pas disponibles cependant elles seront remplacées par 2 modèles similaires, au même bas prix.

À la page 4 de notre circulaire "Super samedi Sears" insérée dans La Tribune du 9 juin, veuillez noter que le texte indiquant "Maillot coton en tailles P.M.G., Ch... 9,99\$ était erroné; il s'agit d'un chemisier de coton à manches courtes.

Nous présentons nos excuses à notre clientèle.

SEARS

992